

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 PERIGNY

Périgny, le 6 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SDI - SOCIÉTÉ DÉCORATION INOX**

ZI DU PORT  
17230 Marans

Références : 0007201505/2026-137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement SDI - SOCIÉTÉ DÉCORATION INOX implanté ZI du Port 17230 Marans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDI - SOCIÉTÉ DÉCORATION INOX
- ZI du Port 17230 Marans
- Code AIOT : 0007201505
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1977, la société SDI est spécialisée depuis sa création dans la conception et la réalisation de pièces d'accastillage pour le nautisme. Le site, comprenant notamment un atelier de traitement de surface et de fabrication de pièces d'accastillage, a initialement été autorisé par arrêté préfectoral du 22 mai 1991 pour son exploitation au titre de l'ancienne rubrique 288-1 « Métaux et matières plastiques (Traitements électrolytiques ou chimiques des) pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation ou la démétallisation, etc. » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans le cadre de l'actualisation de la situation administrative et des conditions de fonctionnement de cet atelier, le site a fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°08-864 DDDPI/BUE en date du 19 mars 2008.

### **Contexte de l'inspection :**

Cette inspection réalisée dans le cadre de l'opération régionale coup de poing « produits chimiques ».

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale n°3 – produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé trois non-conformités en lien avec la non-accessibilité des fiches de données de sécurité pour l'ensemble des agents du site, l'absence de rétention dans le magasin de stockage de produits chimiques en petits contenants et l'absence d'un état des matières stockées à jour.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite d'inspection du 25 février 2026, l'exploitant présente sa liste de produits chimiques datée du 06 août 2024. Cette dernière présente les coordonnées du fournisseur ainsi que la fiche de données de sécurité (lien hypertexte) de chacun des produits chimiques.  Par échantillonnage, l'inspection constate que la FDS de l'acide sulfurique 96 % est datée du 12 juillet 2024, celle de l'acide Prociv 603 du 15 février 2023.  Elles sont rédigées en langue française, disponibles par voie informatique et mises à disposition dans un classeur dans le bureau de direction. L'inspecteur constate que le classeur n'est pas à la disposition de tous les travailleurs puisqu'il se trouve dans le bureau de direction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant dispose le classeur de fiches de données de sécurité à un endroit accessible de tous les agents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que le l'acide Prociv 603 n'est pas stocké pur. L'exploitant indique que le produit est dilué directement dans le bain par l'entreprise qui effectue la livraison. L'acide Prociv 603 dans sa version commerciale (non dilué) est un mélange d'acide phosphorique et d'acide fluorhydrique. Le jour de la visite l'agent en charge du traitement de surface connaissait la méthode d'extraction des FDS et l'emplacement du gel de gluconate de calcium (dont la péremption est fixée au 28 février 2027). L'agent était équipé des EPI présentés dans la FDS, vêtements de protection, visière de protection et gants, la ventilation était en fonctionnement. Les conditions d'utilisation du produit sont conformes aux préconisations de la fiche de données de sécurité.  Pour le cas du stockage de produits pur, l'inspecteur a constaté la présence de 3 bidons de 20L d'acide sulfurique servant d'appoint pour les bains de traitement. Ces derniers sont stockés dans des contenants hermétiques, au sec directement dans la rétention des bains de traitement. Les conditions de stockage du produit sont conformes aux préconisations de la fiche de données de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».</li></ul> Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspecteur constate que le stockage de produits chimiques liquides dans le magasin est effectué sans rétention pour des petits contenants (décapants 2L). Les seuls produits chimiques liquides présents dans l'atelier se trouvent au niveau des bains de traitement (acide sulfurique 96 %, décapants). Le fond de la rétention est en bon état, il est constitué de PEHD et a été changé en 2024, suite à la précédente inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant dispose l'ensemble de ses produits chimiques sur rétention et notamment dans le magasin de stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il ne stocke pas de produits incompatibles. Le jour de la visite, l'inspection n'a pas observé la présence de produits incompatibles dans l'atelier.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la liste des produits chimiques de l'entreprise datée du 06 août 2024. Cette liste présente les produits, les quantités présentes et la localisation des produits dans l'usine.</p>

L'inspection indique que ce listing n'est pas un état représentatif des matières stockées dans l'entreprise dans la mesure où il n'est pas à jour.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant élabore un état des matières stockées à jour sous 1 mois, ce document doit être mis à jour continuellement et présenter tous les produits chimiques présents dans l'entreprise y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois